

**COMMISSION DES AFFAIRES
SOCIALES****COMMISSIE VOOR DE SOCIALE
ZAKEN**

du

van

MARDI 30 JANVIER 2007

DINSDAG 30 JANUARI 2007

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 10 par M. Hans Bonte, président.

01 Interpellations jointes de

- **M. Pieter De Crem** au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "l'absence d'arrêté royal portant exécution de la loi modifiant diverses dispositions relatives à la pension de retraite des travailleurs salariés et des indépendants compte tenu du principe de l'unité de carrière" (n° 999)

- **M. Patrick De Groote** au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "le calcul des pensions" (n° 1001)

01.01 Pieter De Crem (CD&V) : En vertu de la loi du 11 mai 2003 modifiant diverses dispositions relatives aux pensions de retraite et de survie, il conviendrait de toujours appliquer le mode de calcul le plus avantageux des droits à la pension pour chaque retraité, ce qui est très important pour les personnes qui ont une carrière mixte.

Pourquoi les arrêtés d'exécution de cette loi n'ont-ils toujours pas été publiés et quand le seront-ils ?

01.02 Patrick De Groote (N-VA) : Le ministre s'est livré à plusieurs reprises dans la presse à des déclarations sur les prestations de retraite. Le 25 février 2005, il a répondu à une question écrite qu'il était conscient du danger qu'à chaque augmentation de la pension, le fisc s'empare de la différence. Il a déclaré qu'il avait l'intention d'éviter ce problème à l'avenir et qu'il avait engagé des discussions en ce sens avec l'administration des contributions. Entre-temps, 75.000 retraités ont à nouveau reçu un avertissement-extrait de rôle dont les chiffres indiquent qu'ils conserveront moins d'argent qu'auparavant.

La semaine passée, le ministre a déclaré qu'il approuvait le principe de la loi Steverlynck de 2003 relative aux pensions de retraite et de survie mais qu'un groupe de travail était arrivé à la conclusion que l'application de la loi était techniquement impossible vu l'absence d'une base de données relative aux droits de pension des indépendants.

Quand ce groupe de travail a-t-il vu le jour ? Quand le problème de la base de données est-il apparu ?

Le ministre a déclaré que la banque de données devra être créée sans plus tarder. Seuls les nouveaux indépendants y figureront-ils ou s'étendra-t-elle aux travailleurs indépendants déjà actifs et aux retraités ? Quand la loi Steverlynck pourra-t-elle s'appliquer ?

Quels sont les mécanismes qui peuvent aboutir à une diminution du montant net de la pension ? Le porte-parole du ministre affirme que même une indexation limitée peut déjà se solder par une perte de revenus, l'indexation entraînant en effet le passage à une tranche d'imposition supérieure. Ne serait-il dès lors pas logique de mettre en place une indexation automatique des barèmes fiscaux ? Quels résultats le ministre a-t-il obtenus à l'issue de la concertation avec l'administration fiscale ?

01.03 Bruno Tobback, ministre (*en néerlandais*) : Il est tenu compte, pour le calcul de la pension d'un travailleur ayant eu une carrière mixte, de l'intégralité de la carrière en tant que salarié. La période d'activité en qualité d'indépendant est également prise en considération mais elle est réduite du nombre d'années

nécessaire pour arriver, en tenant compte de la période d'activité en tant que salarié, à un maximum de 45 ans. Cette réglementation était avantageuse jusqu'il y a quelques années mais la situation a changé depuis que la pension des indépendants est calculée sur la base non plus d'un forfait mais des revenus réels. Il se peut donc que les années non comptabilisées étaient financièrement plus avantageuses que les quelques années de prestation en tant que salarié prises en considération.

Je suis partisan de tenir systématiquement compte des années les plus avantageuses pour le calcul des pensions. Pour l'ensemble des carrières mixtes - environ 30 % - le cas de figure le plus avantageux devrait donc être retenu. Il en résulterait de très importants retards dans le versement de l'ensemble des pensions, y compris de celles pour lesquelles la loi Steverlynck ne comporte aucun avantage.

L'ONP devrait en effet d'abord calculer la pension de travailleur salarié, après quoi il conviendrait d'attendre que l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (INASTI) ait calculé les années les moins avantageuses qui ne devraient pas être prises en considération. Toutes ces recherches doivent être effectuées manuellement étant donné qu'il n'existe aucune base de données où seraient systématiquement consignés tous les droits de pension des travailleurs indépendants. Les données relatives à ces derniers sont conservées par plusieurs fonds. Il convient par ailleurs également de prendre en considération certaines règles de cumul. L'ensemble de cette opération retarderait démesurément le calcul des pensions de toutes les carrières mixtes, tandis qu'une petite partie seulement des intéressés en tirerait avantage.

L'impact budgétaire de cette mesure ne serait probablement pas considérable puisque seulement quelques intéressés en bénéficieraient. Quoi qu'il en soit, l'INASTI ne pourra réaliser aucune évaluation tant qu'il n'existera pas de base de données. La mise en place de cette dernière relève de la compétence de la ministre Laruelle. Je propose de lui demander quel échéancier elle entend respecter. J'espère que l'on pourra se baser à terme sur ce mode de calcul des pensions, mais il est certain qu'il ne sera pas opérationnel l'an prochain. Nous tentons déjà depuis quelques années d'harmoniser les données des différents fonds, mais il est extrêmement difficile de rassembler toutes les pièces du puzzle.

En principe, l'indexation des pensions n'entraîne pas une diminution de la pension nette. L'indexation des cotisations de solidarité et des cotisations à l'assurance maladie et invalidité ne peut pas davantage se traduire par une diminution, parce que les plafonds sont également indexés. Un problème peut toutefois se poser lorsque les cotisations de solidarité et les cotisations à l'AMI sont prélevées pour la première fois, parallèlement à l'indexation. La pension peut dans ce cas diminuer, pas en raison de l'indexation mais parce que l'exonération fiscale disparaît, ce qui constitue un problème. Un autre problème réside dans l'impossibilité de garantir que le montant des prélèvements anticipés équivaudra à la retenue définitive. Cela fait longtemps déjà que nous menons des discussions à ce sujet avec le SPF Finances mais j'ignore quand nous parviendrons à une solution. Le département des Pensions veille en tout cas à ce que les indexations ne posent pas de problèmes.

01.04 Pieter De Crem (CD&V) : Le ministre fournit une réponse prévisible qui n'est en aucun point satisfaisante. Quatre ans après la publication de la loi, quantité de personnes ne savent toujours pas à quelle pension elles ont droit. Si l'on fait adopter une loi, il faut aussi veiller à ce que les instruments politiques requis soient disponibles.

Quelle réponse devons-nous donner aux personnes qui estiment qu'elles ont droit à une pension plus élevée ?

01.05 Bruno Tobbacq, ministre (en néerlandais) : Vous pouvez leur communiquer ma réponse.

Il aurait fallu être plus prévoyant lors du dépôt de la proposition de loi, en 2003. L'auteur aurait dû savoir que la loi était impraticable. J'ignore si des observations ont été formulées en ce sens. À l'époque, je n'étais pas ministre des Pensions et je ne siégeais pas à la Chambre. Nul ne s'opposait évidemment au principe et la loi fut donc adoptée. Dès que ce sera possible, je veillerai volontiers à l'exécution de la loi. Jamais en tout cas je n'ai proposé l'adoption de lois impraticables.

01.06 Pieter De Crem (CD&V) : À la suite de mon interpellation, le ministre a donc abandonné tout espoir quant à la mise en oeuvre de la loi.

01.07 Bruno Tobback, ministre (*en néerlandais*) : Des efforts intenses ont été consentis l'an dernier – ainsi que cette année dans le cadre de la loi-programme – pour améliorer la coopération entre l'ONP et l'INASTI de manière à aboutir à des décisions uniques en matière de pension et de paiement pour les carrières mixtes. À cet effet, il convient que tous les fonds de pensions pour les indépendants transmettent les informations à l'INASTI, qui les communiquera à son tour à SIGeDIS. Cette opération est en chantier depuis plusieurs années déjà mais, tant qu'une base de données centrale pour les indépendants fera défaut, il sera impossible de centraliser et d'informatiser les calculs et la loi sera impraticable.

01.08 Pieter De Crem (CD&V) : La ministre Laruelle doit donc prendre une initiative.

01.09 Bruno Tobback, ministre (*en néerlandais*) : À ma connaissance, Mme Laruelle n'est pas opposée à la création d'une telle base de données. Le problème réside dans le système des indépendants : chacun des différents fonds est souverainement propriétaire de ses données et témoigne de vigilance à cet égard. La création d'une base de données n'est pas chose aisée et ne peut se faire sur un simple claquement de doigts de la ministre, ni même après une centaine de réunions de groupes de travail intercabinets.

Je m'engage volontiers à obtenir la meilleure pension possible pour les indépendants mais je ne puis assumer la responsabilité de la mise en œuvre d'un système irréalisable. Je suis disposé à m'atteler à la tâche mais cela prendra encore un peu de temps.

01.10 Patrick De Groote (N-VA) : Le ministre a raison de dire que les meilleures années doivent être prises en considération. En 2007, il est toutefois impensable qu'une adaptation au bien-être puisse entraîner une perte de revenus pour certaines personnes. Lors d'une journée d'étude à l'université d'Anvers, il est par ailleurs apparu que nos pensions sont les plus basses d'Europe.

Une loi qui avait été adoptée à la veille des élections précédentes est restée lettre morte pendant quatre ans en raison d'un problème technique. Il y a un an, il n'était toutefois pas encore question d'un problème technique quelconque. Le ministre avait indiqué à l'époque qu'il était favorable à la mise en œuvre de la loi, mais qu'il fallait encore franchir quelques obstacles mineurs.

01.11 Bruno Tobback, ministre (*en néerlandais*) : À l'époque, j'avais fourni exactement la même réponse qu'aujourd'hui mais M. De Groote semble l'avoir interprétée alors de manière plus optimiste. Je suis favorable à cette loi mais elle est tout simplement inapplicable dans les circonstances actuelles, ce que l'on savait pertinemment en 2003. Tout semble indiquer que ce sera le cas pendant quelque temps encore. Si l'opposition se comporte comme s'il en allait autrement, alors elle mène la population en bateau.

01.12 Greta D'hondt (CD&V) : Aujourd'hui déjà, un tiers des pensionnés ont derrière eux une carrière mixte et ils seront encore beaucoup plus nombreux dans ce cas à l'avenir. Si le passé est important, il est vain de se focaliser sur cet aspect. Il est grand temps de constituer une banque de données pour les indépendants actuels. Cela ne devrait pas être bien compliqué. Tout en conservant la propriété de leurs données, les fonds pourraient les mettre à disposition par l'entremise d'une sorte de banque-carrefour.

01.13 Bruno Tobback, ministre (*en néerlandais*) : Je ne suis pas compétent pour les indépendants.

01.14 Greta D'hondt (CD&V) : Le gouvernement est un et indivisible quand ça lui convient mais quand il est gêné aux entournures, nos questions sont renvoyées à un autre ministre.

Un débat a été mené en commission avant même l'adoption de la loi Steverlinck. En dépit de toutes les objections techniques, qui ne me paraissent pas si importantes, il peut être prouvé qu'une année déterminée est plus avantageuse dans le régime des indépendants. Alors que cette réalité peut être établie de manière irréfutable, elle est rejetée parce que, en vertu de l'ancienne loi, l'année d'activité en qualité de salarié doit être prise en considération. Il est inacceptable que la situation n'ait pas été corrigée, même après l'adoption de la loi Steverlinck. Je ne comprends pas que la loi Steverlinck ne soit pas appliquée lorsque le bénéficiaire de la pension peut invoquer, preuves à l'appui, qu'une année donnée lui est plus avantageuse.

Motions

En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Une motion de recommandation a été déposée par Mme Greta D'hondt et par MM. Pieter De Crem et Patrick De Groote et est libellée comme suit :

« La Chambre,
ayant entendu les interpellations de MM. Pieter De Crem et Patrick De Groote
et la réponse du ministre de l'Environnement et ministre des Pensions,
recommande au gouvernement
de s'employer de toute urgence à la promulgation des arrêtés d'exécution relatifs à l'unité de carrière. »

Une motion pure et simple a été déposée par Mme Pierrette Cahay-André, Annemie Turtelboom, Greet van Gool et Danielle Van Lombeek-Jacobs et par M. Mohammed Boukourna.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

02 Question de Mme Greta D'hondt au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "les pensions des agents contractuels des services publics" (n° 13869)

02.01 Greta D'hondt (CD&V) : La question du nombre croissant d'agents contractuels des services publics a déjà été fréquemment abordée. Ils n'ont pas droit à une pension du secteur public et ne peuvent pas non plus accéder au deuxième pilier du régime des pensions. Nous sommes d'accord sur le fait qu'il convient de trouver une solution à ce problème.

Le deuxième pilier sera sous peu accessible aux agents contractuels. Comment se présente la situation à l'issue de la concertation menée récemment avec les syndicats des services publics ?

02.02 Bruno Tobback, ministre (*en néerlandais*) : Nous sommes toujours confrontés à des problèmes d'ordre pratique et technique. Si l'on combine la pension complémentaire des contractuels avec le système actuel où les services en qualité de contractuel sont pris en considération pour le calcul des pensions du secteur public, certains jouiront d'un double avantage. Si l'on contraint les intéressés à renoncer aux réserves qu'ils ont constituées au cours des années où ils étaient contractuels, on se heurtera à la législation européenne qui dispose que les réserves constituées sont définitivement acquises. Il s'agit dès lors d'un problème d'ordre technique qui peut être résolu.

Le gouvernement déposera deux projets. Le premier pour adapter la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires (LPC) à la spécificité des pensions du secteur public. Le second pour adapter la législation sur les pensions du secteur public et permettre d'introduire le deuxième pilier.

La confection de ces deux projets de loi est confiée à un groupe d'experts qui devrait avoir achevé ses travaux dans un mois. Nous verrons alors quelle suite pourra être réservée à ces projets sous l'actuelle. J'espère encore pouvoir les faire approuver par le Comité A mais il ne sera plus possible de les soumettre au Parlement pour un examen complet. Les organisations concernées ont marqué é leur assentiment.

02.03 Greta D'hondt (CD&V) : Je me réjouis de la réponse du ministre. Si les experts réussissent à résoudre les problèmes en moins d'un mois, il n'est pas impossible que les projets soient encore soumis à la Chambre au cours de la présente législature. Le Premier ministre a effectivement l'intention d'encore déposer une loi-programme après les vacances de Pâques. Sinon, les intéressés perdront encore un an pour constituer le second pilier.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Nahima Lanjri au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "la garantie de revenus aux personnes âgées et le séjour à l'étranger" (n° 13918)

03.01 Nahima Lanjri (CD&V) : Les bénéficiaires de la garantie de revenus aux personnes âgées ne peuvent séjourner à l'étranger pendant plus de 30 jours et lorsqu'ils quittent le territoire, ils sont tenus de le signaler. Les personnes séjournant à l'étranger pendant plus de 30 jours sans autorisation spéciale ou en l'absence d'une raison médicale, sont suspendues pendant une période déterminée.

J'avais déjà demandé précédemment si cette période ne pouvait être prolongée. Les pensionnés aux revenus modestes ayant de la famille dans un pays lointain sont amenés à épargner pendant une longue période pour pouvoir rendre visite à leur famille et souhaitent dès lors souvent prolonger quelque peu leur séjour. Ne serait-il pas opportun d'autoriser un séjour plus long à l'étranger ?

À combien de reprises des dérogations ont-elles été accordées et combien de pensionnés ont été suspendus pour avoir dépassé la durée autorisée de séjour à l'étranger ?

03.02 Bruno Tobbacq, ministre (*en néerlandais*) : L'Office national des Pensions (ONP) accorde généralement une dérogation en cas d'hospitalisation. Les dérogations sont toutefois très limitées et étaient au nombre de 28 en 2003, de 17 en 2004 et de 32 en 2005.

Le contrôle général des conditions de résidence est effectué sur la base des titres de séjour. Un sondage est réalisé mensuellement et consiste à contrôler le séjour de 5 % des ayants droit. Le même ayant droit ne peut être contrôlé deux mois successifs dans le cadre du sondage.

Si le séjour à l'étranger n'a pas été communiqué, il ne peut être constaté que fortuitement. En 2003, 578 personnes ont été suspendues pour cause de résidence à l'étranger, 563 l'ont été en 2004 et 600 en 2005.

Ce nombre assez réduit de suspensions et cette procédure démontrent que la plupart des personnes sont suspendues non pas en raison d'un séjour quelque peu trop long à l'étranger mais plutôt d'un séjour systématique à l'étranger. C'est pourquoi je ne juge pas opportun d'étendre la période de séjour autorisé à l'étranger. Aucune allocation sociale n'est versée en cas de séjour à l'étranger.

03.03 Nahima Lanjri (CD&V) : Je suis d'accord, mais ne serait-il pas possible de prolonger cette période ou de l'adapter en fonction de la distance à laquelle se trouve le pays de destination pour cette catégorie de personnes qui ne séjournent pas systématiquement à l'étranger, mais qui souhaitent quand même partir en voyage pour un peu plus de trente jours ?

03.04 Bruno Tobbacq, ministre (*en néerlandais*) : Il est impossible de faire une telle distinction dans la pratique. Il s'agit d'allocations octroyées dans le cadre de l'aide sociale à toute personne qui n'a pas les moyens de pourvoir à sa subsistance et qui réside en Belgique. Il est inconcevable de mettre en place un régime accordant des dérogations à des retraités qui veulent visiter leur famille à l'étranger. Le bénéficiaire d'une allocation octroyée dans le cadre de l'aide sociale n'a pas le droit de se rendre à l'étranger pendant plus d'un mois par an. Je puis certes comprendre cette demande, mais il n'existe pas de solution réaliste dans la pratique.

L'incident est clos.

La discussion des questions et des interpellations se termine à 10 h 53.

De vergadering wordt geopend om 10.10 uur en voorgezeten door de heer Hans Bonte.

01 Samengevoegde interpellaties van

- de heer Pieter De Crem tot de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "het uitblijven van het KB tot uitvoering van de wet tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers en zelfstandigen met het oog op de uitvoering van het principe van de eenheid van loopbaan" (nr. 999)
- de heer Patrick De Groote tot de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "de berekening van pensioenen" (nr. 1001)

01.01 Pieter De Crem (CD&V): Door de wet van 11 mei 2003 inzake de wijziging van diverse bepalingen betreffende het rust- en overlevingspensioen zou voor elke gepensioneerde altijd de meest voordelige berekeningswijze van zijn pensioenrechten moeten gelden. Dat is van groot belang voor wie een gemengde loopbaan achter de rug heeft.

Waarom werden de uitvoeringsbesluiten van deze wet nog steeds niet gepubliceerd en wanneer zullen ze gepubliceerd worden?

01.02 Patrick De Groote (N-VA): De minister kwam onlangs verschillende keren in de pers met verklaringen over de pensioenuitkeringen. Op een schriftelijke vraag antwoordde hij op 25 februari 2005 dat hij zich bewust was van het probleem dat bij iedere pensioenverhoging de fiscus met het verschil dreigt te gaan lopen. Hij verklaarde dat hij dit in de toekomst wou vermijden en dat hij hierover in gesprek was met de belastingadministratie. Intussen hebben opnieuw 75.000 gepensioneerden een belastingaanslag gekregen waarbij ze minder overhouden dan voorheen.

Vorige week verklaarde de minister dat hij het eens is met de wet-Stevelyndck van 2003 betreffende het rust- en overlevingspensioen, maar dat een werkgroep tot de conclusie kwam dat de uitvoering van de wet technisch onmogelijk is, omdat er geen databank bestaat waarin de pensioenrechten van zelfstandigen worden bijgehouden.

Wanneer werd deze werkgroep opgericht? Wanneer kwam het probleem van de databank aan het licht?

Volgens de minister moet de databank er snel komen. Zullen daar enkel de nieuwe zelfstandigen in worden opgenomen of ook de reeds actieve zelfstandigen en gepensioneerden? Wanneer zal de wet-Stevelyndck toegepast kunnen worden?

Welke mechanismen kunnen ertoe leiden dat het nettopensioen daalt? Volgens de woordvoerder van de minister kan zelfs een kleine indexverhoging al leiden tot een verlies, omdat er door de verhoging een belastingschaal wordt overschreden. Is het niet logisch dat ook de belastingschalen automatisch geïndexeerd worden? Wat heeft de minister bereikt na het overleg met de belastingadministratie?

01.03 Minister Bruno Tobbacck (Nederlands): Voor de berekening van het pensioen van iemand met een gemengde loopbaan wordt rekening gehouden met de volledige loopbaan als werknemer. De zelfstandige periode wordt daarbij geteld, verminderd met zo veel jaren als nodig is om samen met het werknemersaandeel tot een maximum van 45 jaar te komen. Tot enkele jaren geleden was dat een voordelige regeling. Dat is veranderd sinds het zelfstandigenpensioen niet meer aan de hand van een forfait, maar aan de hand van de reële inkomsten wordt berekend. Het is dus mogelijk dat de weggelaten jaren financieel voordeliger waren dan een aantal toegekende jaren als werknemer.

Ik sta achter het principe om altijd de meest voordelige jaren in aanmerking te nemen voor de berekening van de pensioenen. Van alle gemengde loopbanen – ongeveer 30 procent – zou dus de voordeligste toestand moeten worden berekend. Dat zou voor immense vertragingen bij de toekenning van alle pensioenen zorgen, ook voor de pensioenen die geen voordeel halen uit de wet-Stevelyndck.

Eerst zou de RVP immers het werknemerspensioen moeten berekenen, waarna er moet worden gewacht tot het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen (RSVZ) heeft berekend welke minst voordelige jaren buiten beschouwing moeten worden gelaten. Dat moet allemaal manueel gebeuren, omdat er geen databank bestaat waarin pensioenrechten van zelfstandigen systematisch worden bijgehouden. De gegevens van zelfstandigen worden door verschillende fondsen bewaard. Daarnaast moet ook nog rekening worden gehouden met bepaalde cumulatieregels. Heel die operatie zou de pensioensberekening van alle gemengde loopbanen vreselijk vertragen, terwijl slechts een klein deel er voordeel uit haalt.

De budgettaire weerslag van deze maatregel zou waarschijnlijk niet zo groot zijn, omdat slechts enkelen er voordeel bij zouden hebben, maar de RSVZ kan geen raming maken zolang er geen databank is. De opbouw van die databank valt onder de bevoegdheid van minister Laruelle. Ik stel voor dat men aan haar vraagt

welke timing zij vooropstelt. Zelf hoop ik dat wij op termijn de pensioenen op deze manier kunnen berekenen, maar de realiteit is dat het niet voor volgend jaar zal zijn. Al enkele jaren proberen wij de gegevens van de verschillende fondsen op elkaar af te stemmen, maar het bijeenpuzzelen van de gegevens verloopt erg traag.

De indexering van de pensioenen leidt normaal gezien niet tot een vermindering van het nettopensioen. Ook de indexering van de solidariteitsbijdragen en de ziekte- en invaliditeitsbijdragen mogen niet leiden tot een verlaging, omdat ook de grensbedragen worden geïndexeerd. Er kan wel een probleem optreden wanneer de solidariteitsbijdragen en de ZIV-bijdragen voor de eerste keer worden afgehouden, gelijktijdig met de indexering. Dan kan het pensioen lager uitvallen, niet door de indexering maar doordat de feitelijke belastingvrijstelling wegvalt. Dat is een probleem. Een ander probleem is, dat niet kan worden verzekerd dat het bedrag van de voorafhoudingen gelijk zal zijn aan de definitieve afhouding. Wij voeren daarover al lang gesprekken met de FOD Financiën, maar ik kan niet zeggen wanneer wij tot een oplossing komen. Het departement Pensioenen let er in ieder geval op dat de indexeringen niet voor problemen zorgen.

01.04 Pieter De Crem (CD&V): Dit is een voorspelbaar antwoord. Het voldoet helemaal niet. Vier jaar na de publicatie van de wet weet een grote groep mensen nog steeds niet op welk pensioen zij recht heeft. Als men een wet laat goedkeuren, moet men er ook voor zorgen dat de nodige beleidsinstrumenten er zijn.

Wat moeten wij nu antwoorden aan de mensen die denken dat zij recht hebben op een hoger pensioen?

01.05 Minister Bruno Tobback (Nederlands): U mag hun mijn antwoord doorgeven.

Men is niet vooruitziend genoeg geweest bij het indienen van het wetsvoorstel in 2003. De indiener had moeten weten dat de wet onuitvoerbaar was. Ik weet niet of er opmerkingen in die zin zijn gemaakt. Ik was toen geen minister van Pensioenen en had ook nog geen zitting in de Kamer. Natuurlijk was er niemand tegen het principe en dus werd de wet goedgekeurd. Zodra het mogelijk is, zal ik de wet zeer graag uitvoeren. Ik heb in ieder geval nooit onuitvoerbare wetten laten goedkeuren.

01.06 Pieter De Crem (CD&V): De minister heeft naar aanleiding van mijn interpellatie de hoop op de uitvoerbaarheid dus laten varen.

01.07 Minister Bruno Tobback (Nederlands): Vorig jaar – en ook dit jaar in de programmawet – werd intensief gewerkt aan een betere samenwerking tussen de RVP en het RSVZ om tot een eenmalige pensioensbeslissing en uitbetaling te komen bij gemengde loopbanen. Daarvoor moeten alle zelfstandigenfondsen informatie doorgeven aan het RSVZ, dat de informatie dan doorspeelt aan de SIGeDIS. Aan heel die operatie wordt al jaren gewerkt, maar zolang er geen centrale databank voor de gegevens van zelfstandigen is, kunnen de berekeningen niet gecentraliseerd en geïnformatiseerd gebeuren en is de wet onuitvoerbaar.

01.08 Pieter De Crem (CD&V): Minister Laruelle moet dus een initiatief nemen.

01.09 Minister Bruno Tobback (Nederlands): Minister Laruelle heeft voor zover ik weet geen bezwaren tegen zo'n databank. Het probleem is het systeem van de zelfstandigen: de afzonderlijke fondsen zijn elk soevereine eigenaars van hun gegevens en zij zijn wat dat betreft nogal waakzaam. Het oprichten van een databank is niet zo eenvoudig en gebeurt niet na een vingerknip van de minister of zelfs na honderd interkabinettenwerkgroepen.

Ik wil gerust de verantwoordelijkheid op mij nemen om het beste pensioen voor de zelfstandigen te bekomen, maar ik kan niet de verantwoordelijkheid dragen voor de uitvoering van iets dat niet uitvoerbaar is. Ik wil eraan werken, maar het zal nog een tijd duren.

01.10 Patrick De Groote (N-VA): Het uitgangspunt van de minister dat de beste jaren tellen, is goed, maar het is anno 2007 ondenkbaar dat een zogenaamde welvaartsaanpassing bij sommige mensen tot een inkomstenverlies leidt.

Op een studiedag aan de Universiteit van Antwerpen bleek ook dat onze pensioenen de laagste van Europa zijn.

Een wet die vlak voor de vorige verkiezingen werd goedgekeurd, is nu al vier jaar dode letter gebleven wegens een technisch probleem. Vorig jaar was er van dat technisch probleem nog geen sprake. De minister zei toen dat hij de wet genegen was, maar dat er nog wat mineure obstakels uit de weg moesten worden geruimd.

01.11 Minister **Bruno Tobbacq** (*Nederlands*): Ik heb toen precies hetzelfde geantwoord als nu, maar de heer De Groote heeft dat toen blijkbaar optimistischer geïnterpreteerd. Ik ben de wet genegen, maar ze is momenteel gewoon niet uitvoerbaar en dat wist men in 2003. Het ziet er ook naar uit dat ze dat nog even zal blijven.

Als de oppositie doet alsof dat niet zo is, maakt ze de mensen iets wijs.

01.12 **Greta D'hondt** (CD&V): Nu al heeft een derde van de gepensioneerden een gemengde loopbaan. Dat zal in de toekomst nog veel meer zijn. Het verleden is belangrijk, maar ernaar blijven staren heeft geen zin. Men moet nu maar eindelijk eens beginnen met een databank voor de zelfstandigen die er nu zijn. Zo moeilijk kan dat niet zijn. De fondsen kunnen eigenaar blijven van de gegevens, maar ze tegelijkertijd beschikbaar stellen via een soort kruispuntbank.

01.13 Minister **Bruno Tobbacq** (*Nederlands*): Ik ben niet bevoegd voor de zelfstandigen.

01.14 **Greta D'hondt** (CD&V): De regering is één en ondeelbaar als het zo uitkomt, zo niet moeten we naar een andere minister met onze vragen.

Al voor de wet-Stevelinck is er een discussie geweest in de commissie. Zelfs met alle technische bezwaren, die volgens mij ook niet zo zwaar wegen, kan men aantonen dat een jaar voordeliger is in het stelsel van de zelfstandigen. Men kan het zwart op wit aantonen en dan nog wordt het niet aanvaard omdat volgens de oude wet het werknemersjaar moet worden genomen. Dat zelfs dat na de wet-Stevelinck niet werd aangepast, kan niet. Ik begrijp niet dat men, als een pensioengerechtigde kan bewijzen dat hij een voordeliger jaar heeft, de wet-Stevelinck niet toepast.

Moties

Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Greta D'hondt en door de heren Pieter De Crem en Patrick De Groote en luidt als volgt:

"De Kamer,

gehoord de interpellaties van de heren Pieter De Crem en Patrick De Groote

en het antwoord van de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen,

beveelt de regering aan

bij hoogdringendheid werk te maken van het uitvaardigen van de uitvoeringsbesluiten met betrekking tot de eenheid van loopbaan."

Een eenvoudige motie werd ingediend door de dames Pierrette Cahay-André, Annemie Turtelboom, Greet van Gool en Danielle Van Lombeek-Jacobs en door de heer Mohammed Boukourna.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

02 **Vraag van mevrouw Greta D'hondt aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "de pensioenen van contractueel overheidspersoneel" (nr. 13869)**

02.01 **Greta D'hondt** (CD&V): We hebben het al veel over de groeiende groep van contractueel overheidspersoneel gehad. Ze hebben geen recht op een overheidspensioen en ook geen toegang tot een tweede pijler in het pensioenstelsel. We zijn het erover eens dat daar werk van moest worden gemaakt.

De tweede pensioenpijler wordt binnenkort toegankelijk voor de contractuelen. Ik weet ook dat er onlangs nog overleg is geweest met de overheidsvakbonden. Wat is de stand van zaken?

02.02 Minister **Bruno Tobback** (*Nederlands*): We worstelen op dit moment nog met een aantal praktische en technische moeilijkheden. Als men een combinatie maakt van het aanvullende pensioen voor contractuelen en het huidige systeem waarbij contractuele diensten in aanmerking worden genomen voor het overheidspensioen, dan geldt voor sommige personeelsleden een dubbel voordeel. Als we deze mensen afstand zouden laten doen van hun opgebouwde reserves die ze tijdens hun contractuele jaren hebben opgebouwd, dan botsen we op Europese regelgeving die bepaalt dat opgebouwde reserves definitief verworven zijn.

Dat is een technisch en dus op te lossen probleem.

De regering wil twee ontwerpen indienen. Het ene past de wet van 28 april 2003 aan, waardoor de wet op de aanvullende pensioenen (WAP) wordt aangepast aan de specificiteit van de overheidspensioenen. In het andere wordt de pensioenwetgeving van de overheidssector aangepast, zodat de tweede pijler kan worden ingevoerd.

De uitwerking van die twee wetsontwerpen gebeurt door een groep deskundigen die over een maand met haar werk klaar zou moeten zijn. Daarna zullen we nagaan wat we nog met de ontwerpen kunnen doen in deze zittingsperiode. Ik hoop ze nog te kunnen laten goedkeuren in het Comité A. Een volledige parlementaire behandeling zal niet meer mogelijk zijn. De organisaties kunnen zich daarin vinden.

02.03 **Greta D'hondt** (CD&V): Ik ben blij met het antwoord van de minister. Als deskundigen nog een kleine maand nodig hebben om de problemen op te lossen, dan is het niet ondenkbaar dat de ontwerpen toch nog tijdens deze zittingsperiode aan de Kamer worden voorgelegd. De premier is immers van plan om na de paasvakantie nog een programmawet te behandelen. Doen we dat niet, dan verliezen de betrokkenen weer een jaar om de tweede pijler op te bouwen.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van mevrouw Nahima Lanjri aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "de inkomensgarantie voor ouderen en het buitenlands verblijf" (nr. 13918)**

03.01 **Nahima Lanjri** (CD&V): Wie een inkomensgarantie voor ouderen (IGO) geniet, mag niet langer dan dertig dagen per jaar in het buitenland verblijven en moet een verblijf in het buitenland vooraf aangeven. Wie langer in het buitenland verblijft zonder bijzondere toestemming of medische reden, wordt voor een bepaalde tijd geschorst.

Eerder vroeg ik al of deze periode niet verlengd kan worden. Gepensioneerden met een dergelijk laag inkomen die familie hebben in een ver land, moeten lang sparen om hun familie een bezoek te brengen en willen dan ook vaak iets langer blijven. Is het niet opportuun om een langer verblijf in het buitenland toe te staan?

Hoe vaak worden er uitzonderingen toegestaan en hoe veel gepensioneerden werden geschorst omdat ze de toegelaten periode in het buitenland overschreden?

03.02 Minister **Bruno Tobback** (*Nederlands*): Meestal staat de Rijksdienst voor Pensioenen (RVP) een uitzondering toe omwille van een opname in het ziekenhuis. Het aantal uitzonderingen is echter zeer beperkt; in 2003 waren het er 28, in 2004 waren er 17 en in 2005 32.

De algemene controle van de verblijfsvoorwaarden gebeurt aan de hand van de voorgelegde verblijfsbewijzen. Maandelijks wordt er een steekproef georganiseerd, waarbij het verblijf van 5 procent van de gerechtigden gecontroleerd wordt. Dezelfde gerechtigde kan geen twee maanden na elkaar gecontroleerd worden in de steekproeftest.

Als het verblijf in het buitenland niet werd meegedeeld, kan dat enkel toevallig aan het licht komen. In 2003 werden er omwille van een verblijf in het buitenland 578 personen geschorst, in 2004 waren dat er 563 en in 2005 werden 600 personen geschorst.

Dit vrij lage aantal geschorsten en deze procedure toont aan, dat de meesten niet geschorst worden omdat ze iets te lang in het buitenland verbleven, maar omdat ze systematisch in het buitenland verblijven. Daarom acht ik een uitbreiding van de periode die men in het buitenland mag verblijven niet opportuun. Geen enkele bijstandsuitkering wordt betaald als men in het buitenland verblijft.

03.03 Nahima Lanjri (CD&V): Ik ben het daarmee eens, maar is het niet mogelijk om de periode te verlengen of aan te passen aan de afstand van het land van bestemming voor de groep mensen die niet systematisch in het buitenland verblijven, maar toch iets langer dan dertig dagen op reis willen gaan?

03.04 Minister Bruno Tobback (*Nederlands*): Een dergelijk onderscheid is in de praktijk niet mogelijk. Het gaat om bijstandsuitkeringen die worden toegekend aan diegenen die onvoldoende middelen hebben en in België verblijven. Een intentieregeling uitwerken, die uitzonderingen toestaat aan gepensioneerden die hun familie in het buitenland willen bezoeken, is onmogelijk. Wie een bijstandsuitkering geniet, heeft geen recht om langer dan een maand per jaar in het buitenland te verblijven. Ik heb wel begrip voor deze vraag, maar er is geen haalbare oplossing.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen en interpellaties eindigt om 10.53 uur.